

Débat sur la santé : Un numéro d'illusionniste !

4 octobre 2022

Indecosa CGT pour un droit universel à la santé pour tous

A partir de ce lundi s'ouvre dans le cadre du Conseil national de la refondation (CNR) un énième débat sur le système de soins en France. Le lieu choisi est le département de la Sarthe pour tenter de démontrer une volonté d'aller vers les territoires et de sortir paraît-il des « Diktats » venant de Paris. Tout ceci et vous l'aurez deviné c'est de la poudre de « perlimpinpin » savamment distillé par le Président de la République et son entourage.

D'ailleurs il ne faut pas se tromper la méthode n'a pas changé, il décide seul et les autres exécutent. Le résultat des élections législatives a agacé « Jupiter » et il a dû se résoudre à changer de tactique. En effet, tout va être fait pour ne surtout pas passer par l'Assemblée nationale et le vote des représentants du peuple. Ainsi il prône une méthode basée sur des mesurette ciblées pour donner « l'illusion » d'entendre les Français. D'ailleurs pour « crédibiliser » davantage cette méthode on vient d'ouvrir un site internet dédié au CNR pour recueillir les futures doléances des citoyens afin de nourrir une hypothétique consultation nationale dont vous l'aurez deviné les conclusions sont déjà écrites.

Les conséquences nous commençons déjà à les voir :

- Tri des patients « indigents » aux urgences pour paraît-il désengorger les services saturés.
- Expérimentation de SMUR « low cost » sans médecin remplacé par des binômes ambulancier, infirmier.
- Accélération des dispositifs de télémédecine sans avoir fait un bilan d'étape notamment sur un nombre significatif d'erreurs de diagnostic.
- Numéro surtaxé pour connaître la pharmacie de garde dans un secteur

géographique donné.

- Partenariats publics-privés entre collectivités et réseau mutualiste afin de pallier aux manques de médecins traitants à l'aide de généralistes retraités.

L'association **INDECOSA-CGT** est prête à débattre autour d'une véritable concertation avec l'ensemble des parties prenantes mais certainement pas pour servir d'alibi à des programmes de régressions sociales. Alors que notre pays est fracturé comme jamais, ne serait-il pas temps de **programmer une véritable réconciliation sociale autour d'un droit universel à la santé pour tous**, déconnecté des appétits du marché ?

Po/INDECOSA-CGT

Arnaud FAUCON, secrétaire national en charge du secteur santé.

Montreuil, le 3 octobre 2022.